

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE À DISTANCE

SECOND PROJET DE RÉSOLUTION NUMÉRO PP21-14003 INTITULÉ :

« Projet de résolution PP21-14003 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé au 15-19, rue Guizot Est et la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 7 logements et un espace commercial sur les lots 2 589 835 et 2 589 836 en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages prescrits à la grille des usages et des normes de la zone H02-032 à l'annexe C et l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) ».

1. Objet du projet et demande d'approbation référendaire à distance

À la suite de la consultation écrite tenue du **7 au 22 avril 2021 à 16 h**, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension a adopté, lors de sa séance ordinaire du 4 mai 2021, le second projet de résolution numéro **PP21-14003**, lequel est intitulé tel que ci-dessus.

La demande, telle que soumise, déroge à la grille des usages et des normes de la zone H02-032 à l'annexe C et à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui concerne les usages (nombre de logements et usage commercial de la catégorie C.1(1)).

Ce second projet de résolution contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées de la zone visée et des zones contiguës afin qu'une résolution qui les contiennent soit soumise à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

La disposition qui peut faire l'objet d'une demande d'approbation référendaire est celle visant :

- L'usage.

Ainsi, une demande relative à ces dispositions peut provenir de la zone visée H02-032 et de ses zones contiguës C02-021, H02-022, H02-023, E02-033, H02-036 et C02-063.

Une telle demande vise à ce que ces dispositions soient soumises à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle elles s'appliquent et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de ces dispositions.

2. Description du territoire

La zone ainsi touchée est la zone et ses zones contiguës. Le territoire visé par le présent avis est montré ci-dessous :



3. Conditions de validité d'une demande à distance

Pour être valide, toute demande doit :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
- être reçue, à distance, dans les 8 jours du présent avis, soit au plus tard le **14 mai 2021 à 16 h**, conformément aux règles de l'arrêté ministériel 2020-033 pris par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 7 mai 2020;
- être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.
- être transmise au bureau de la secrétaire d'arrondissement, soit :

via le formulaire disponible sur le site Internet de l'arrondissement : <https://montreal.ca/vsp> à la rubrique « Connaître les consultations en cours »

OU

par la poste à l'adresse suivante :

Demande d'approbation référendaire – PPCMOI – Lots 2 589 835 et 2 589 836 rue Guizot Est
Bureau de la secrétaire d'arrondissement
405, avenue Ogilvy, bureau 200
Montréal (Québec) H3N 1M3

Dans votre envoi postal, il est obligatoire d'indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient.

Si la demande est transmise par courrier, elle doit être obligatoirement reçue à l'adresse mentionnée au plus tard le **14 mai 2021 à 16 h** pour être considérée, et ce, indépendamment des délais postaux.

4. Conditions pour être une personne intéressée à signer une demande

4.1 Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **4 mai 2021** :

- être domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande;
- être domiciliée depuis au moins six mois au Québec;

ou

4.2 Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **4 mai 2021** :

- être propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins douze mois ;

ou

4.3 Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **4 mai 2021** :

- être copropriétaire indivis d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins douze mois;
- être désignée, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou occupants depuis au moins douze mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Dans le cas d'une personne physique, il faut qu'elle soit majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Dans le cas d'une personne morale, il faut :

- avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, le **4 mai 2021** est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à la loi;
- avoir produit avant ou en même temps que la demande, une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

5. Absence de demandes

Les dispositions du second projet de résolution numéro **PP21-14003** qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans une résolution qui n'aura pas à être approuvée par les personnes habiles à voter.

6. Consultation du projet

La documentation relative au projet particulier pour les lots 2 589 835 et 2 589 836, rue Guizot Est est disponible en ligne à l'adresse internet suivante : <https://montreal.ca/articles/consultations-en-mode-virtuel-dans-villeray-saint-michel-parc-extension>

Fait à Montréal, le 5 mai 2021

La secrétaire d'arrondissement,
Lyne Deslauriers